

Présentation

Mikhael Elbaz

Volume 6, numéro 1, 1982

Idéologies et politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006061ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006061ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

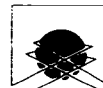
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Elbaz, M. (1982). Présentation. *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 1–4.
<https://doi.org/10.7202/006061ar>

PRÉSENTATION



Mikhaël Elbaz
Département d'anthropologie
Université Laval

Les recherches et les travaux sur les langages idéologiques et les pratiques politiques qui trament les rapports sociaux dans différentes formations sociales ont été depuis deux décennies au centre de la réflexion et de la confrontation entre divers courants théoriques des sciences sociales. Nous savons tous l'attention ancienne mais persistante dévolue par la « communauté anthropologique » à l'étude des idéologies et des structures symboliques. Nous mesurons également dans la conjoncture socio-politique mondiale qui est la nôtre, le caractère hatif de la célébration de l'ère de la fin des idéologies. Nous sommes tous possédés par l'idéologie. La tentation serait grande d'en déduire que les rapports de sens ont une prégnance et un efficace indépendants des dispositifs et des pratiques matérielles, c'est-à-dire des rapports *sociaux* de production. Pourtant, cela sourd implicitement ou bruyamment des interrogations récentes qui proclament que le marxisme est une idéologie moribonde incapable de rendre compte de la dimension théologique du politique ou encore de déchiffrer la part sacrée voire idéale du réel. Signe des temps, ceux de la crise économique mondiale et des structures étatiques, ou sensibilité nouvelle aux luttes des mouvements sociaux et des peuples qui tentent de reconquérir des espaces d'autonomie au sein de la société civile, sans doute, à condition ni de généraliser hâtivement ni d'interpréter dans un sens unilatéral la résurgence du romantisme et du fondamentalisme religieux, la sacralisation des rapports sociaux, mais de bien démontrer la causalité sociale complexe de ces luttes idéologiques et politiques.

Les articles de ce numéro ne cherchent pas à présenter un bilan critique sur un thème aussi vaste. L'ensemble des collaborateurs ont le souci moins de dire ce qu'est l'idéologie que d'en saisir la signification dans des situations données. Ainsi certaines questions traditionnelles que cette notion soulève sont abordées en creux dans les réflexions des auteurs de ce numéro, notamment quelles relations établir entre les idéologies et les pratiques matérielles, les idéologies et la conscience de classe, l'idéologie et la culture, la culture

populaire et celle dite savante ? Comment relier l'étude des idéologies à l'analyse des rapports de classe ? Par quels procès s'organise la mise en acception des récits idéologiques, c'est-à-dire le consentement ?

Il n'en demeure pas moins que les réponses à ces questions ont été soutenues par une discussion épistémologique au sein des deux courants théoriques qui ont dominé le travail des anthropologues depuis plus d'une décennie : le structuralisme et le néo-marxisme althusserien. Dans sa contribution, Jacques Chevalier présente et critique les impasses théoriques et méthodologiques de ces deux courants. Ce qu'il remet en cause, c'est tant le « mentalisme » lévi-straussien que le « matérialisme » althusserien comme deux voies incapables de dépasser la dualité classique invoquée par les philosophes et les praticiens des sciences sociales entre l'ordre pensé et l'ordre vécu. Il propose de renouer avec une vision totalisante de la culture en prolongeant certaines prémisses de Bourdieu, insiste avec raison sur la nécessité de rompre avec le déterminisme fonctionnel qu'évoque le découpage du social en instances mais réduit du même coup la portée de certains acquis du marxisme, notamment la dépendance des rapports de sens à la division sociale du travail et aux rapports de production.

Pour sa part, Uli Windisch cherche à appréhender la structuration et le fonctionnement des discours « aberrants » et « illogiques » tels ceux mis de l'avant par les mouvements xénophobes. Il a recours à une perspective transdisciplinaire afin de préciser les raisons de cette déraison. Il démonte les mécanismes sociaux et cognitifs qui poussent les acteurs sociaux à penser les rapports humains selon tels termes plutôt que d'autres. S'agissant des langages xénophobes dont il traite, on constate que la naturalisation des rapports sociaux en est un aspect structurel qui rend compte du caractère à la fois simple et contradictoire de l'argumentation mais aussi de sa propension à circuler au sein des États-nations en crise.

Suivent trois articles qui s'intéressent aux relations entre développement du capitalisme, idéologies populaires et transformations sociales et culturelles dans les formations sociales périphériques. C'est peut-être l'un des thèmes les plus négligés par les théoriciens de la modernisation ainsi que par ceux de la dépendance qui accordent peu de place dans leurs analyses à l'histoire sociale des résistances et des luttes locales. En s'appuyant sur l'idée que se font de la modernisation les villageois d'Erakor au Vanuatu, Philibert montre comment ils ont progressivement interprété en les transformant les codes culturels imposés par l'ordre colonial, dénonce l'ethnocentrisme qui a prévalu jusqu'ici dans les travaux sur le développement et nous incite à reconnaître l'importance et la pertinence d'une sémiotique de la culture dans les pays dépendants.

Les contributions de Beucage, Gobeil, Montejo, Vityé et celle de Labrecque abordent à partir d'une lecture des transformations des rapports sociaux de production dans deux régions du Mexique (Puebla et Yucatan)

l'étude des luttes idéologiques et politiques *des classes paysannes* et du prolétariat rural. Labrecque expose de manière détaillée le procès de formation et de fixation d'un prolétariat rural au Yucatan et récuse que cette fraction de classe prolétaire, localisée à la campagne, puisse être conceptualisée comme paysanne comme l'ont indiqué certains anthropologues. Elle attire l'attention sur le rôle – conscient ou non – qu'assument les intellectuels (dont les anthropologues) et les élites locales dans l'occultation de l'appartenance de classe de ces travailleurs. L'auteur pose donc la question du rapport des intellectuels aux classes dominées, souvent éludée par les spécialistes des sciences sociales qui se considèrent comme des « intellectuels sans attaches » selon l'expression de Mannheim.

Pour leur part, Beaucage, Gobeil, Montejo et Vityé, situent la dynamique des revendications paysannes et des idéologies qui les sous-tendent face aux interventions de l'État mexicain dans l'agriculture. Ils montrent qu'on ne saurait imputer le succès ou l'échec de ces mouvements protestataires exclusivement aux clivages de classes internes à la paysannerie ou au contrôle social et politique qui accentue leur isolement et leur fragmentation mais qu'il y a lieu de décrypter avec soin les caractéristiques idéologiques communes de cette population. On retrouvera dans cet article une convergence avec les analyses proposées par l'historien G. Rudé (1980) concernant le caractère éclaté et contradictoire des idéologies populaires¹ mais également un diagnostic sur les possibles historiques que la riposte paysanne laisse entrevoir dans la conjoncture actuelle au Mexique.

Enfin, il nous semblait important d'inclure dans ce dossier une étude sur les rapports entre religion et politique, thème qui mériterait à lui seul un numéro spécial². En effet, dans la crise économique mondiale où nous sommes tous plongés, que penser du renouveau religieux comme fait social et politique, tant en Iran qu'en Pologne pour ne citer que les cas les plus évidents. Nous ne pouvons souscrire ici à l'hypothèse évoquée par Frank (1980) pour qui ces manifestations religieuses ne font que traduire l'échec des modèles de développement dans les sociétés semi-périphériques. Elles expriment tout autant l'opposition aux structures de domination étatique quel que soit à court terme l'avenir de ces soulèvements populaires.

Dans son article, Bernard Bernier se refuse aux interprétations a-historiques sur la place du religieux dans le politique au Japon. Il ne dit pas qu'un ensemble social n'assure son unité et ne se clôt qu'à travers une transcendance. Il scrute au contraire les conditions historiques et socio-politiques qui ont favorisé l'imbrication d'éléments importants de la mythologie indigène dans le culte de l'empereur et assuré la domination de la lignée

¹ Voir également le recueil édité par R. Samuel (éd.), *People's History and Socialist Theory*, Routledge and Kegan Paul, London, 1981.

² On peut consulter à ce sujet le tome II de *Le Temps de la réflexion*, (Gallimard 1981), consacré à la dimension théologique du politique.

impériale. Il va plus loin, soulignant comment cette idéologie devint la « religion civile » du Japon lors de la transition au capitalisme en fondant « l'organicité » de la nation japonaise sur « l'éternité » de la descendance divine de l'empereur.

Comme on le constatera sans doute, les auteurs de ce numéro ont chacun une appréhension particulière des construits idéologiques et politiques. Nous croyons cependant que l'insistance mise par les collaborateurs sur certains des aspects suivants est importante : le caractère éclaté et contradictoire des idéologies, l'importance d'étudier ces dernières sans procéder à la coupure rituelle entre science et idéologie, la nécessité de tenir compte de l'apparition et de la systématisation de langages idéologiques afin de mesurer leur efficacité sociale.

Signalons en terminant la recension très critique d'ouvrages récents sur l'idéologie que propose P.A. Tremblay. Il note qu'à une exception près, le livre de G. Rudé, l'étude de ce champ continue à faire vivre les scribes à défaut d'être éclairante pour les lecteurs.

Nous espérons que ce mélange d'articles suscitera des débats dans les colonnes de la revue.

FRANK A.G.

1980 *Crisis in the Third World*. New York: Holmes et Meir.

RUDÉ G.

1980 *Ideology and Popular Protest*. New York: Pantheon Books.